

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.2/L.370
21 octobre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Treizième session
DEUXIEME COMMISSION
Point 29 a) de l'ordre du jour

PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Exposé du Directeur général de l'Administration de l'assistance technique à
la cinq cent trentième séance, le 20 octobre 1958

Monsieur le Président,

Ce que j'ai à dire aujourd'hui complétera en partie l'exposé du Président-Directeur du Bureau sur les activités dans le domaine de l'assistance technique. Les difficultés et les problèmes auxquels se heurte le Programme élargi, et dont M. Owen a fait état, sont à peu près les mêmes que ceux qui se posent à l'Organisation des Nations Unies en tant que participant au Programme élargi; cela est vrai aussi des efforts qui sont faits pour donner suite aux demandes des gouvernements au moyen des fonds affectés par l'Assemblée au programme ordinaire d'assistance technique. Mais si nous partageons les déceptions et les difficultés signalées par le Président-Directeur, nous partageons également la satisfaction que lui cause l'évolution favorable enregistrée au cours de l'année écoulée.

Comme les membres de la Commission le savent, l'Assemblée générale est chargée d'une responsabilité spéciale pour les travaux de l'Administration de l'assistance technique. Chacune des autres institutions qui participent au Programme élargi possède son propre organe directeur, auquel elle peut faire appel quand elle a besoin de directives ou d'appui. Pour sa part, lorsqu'elle se trouve dans cette situation, l'Administration de l'assistance technique des Nations Unies s'adresse à l'Assemblée, et notamment à ses Deuxième, Troisième et Cinquième Commissions. C'est aux membres de ces Commissions que nous devons rendre compte chaque année de notre gestion et c'est d'eux que nous attendons

58-24526

/...

- et que nous avons toujours reçu - l'appui et l'encouragement qui procèdent d'un intérêt éclairé, bienveillant et critique. En outre, c'est l'Assemblée elle-même qui fournit les crédits utilisés par l'Administration de l'assistance technique pour l'exécution des tâches qui nous sont assignées dans le cadre du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies. Ce programme - dont le budget se monte à près de 2 millions de dollars par an - constitue un complément très utile aux travaux que nous sommes en mesure d'exécuter au titre du Programme élargi. Grâce à ces fonds, nous parvenons, dans une mesure limitée il est vrai, à aider, dans les domaines de l'administration publique, de la protection sociale et du développement économique, les gouvernements dont les besoins urgents ne peuvent pas être satisfaits dans le cadre du Programme élargi.

En 1957, par exemple, les fonds du programme ordinaire nous ont permis de fournir une formation en cours d'emploi, au Siège, à des économistes venus d'Ethiopie, de la Somalie italienne, du Libéria et de Libye; de donner suite sans délai à une demande d'assistance présentée par l'Iran pour les travaux de reconstruction nécessités par un terrible tremblement de terre; de continuer au Venezuela un programme de réadaptation (programme qui vient d'être pris en charge par l'Etat); d'aider le Gouvernement d'Indonésie à créer un Institut de recherches sur l'habitation; d'envoyer au Pérou trois experts des cadres supérieurs pour aider le gouvernement de ce pays à étudier ses besoins administratifs; de fournir un spécialiste de l'évaluation foncière demandé par le Gouvernement du Ghana; et d'aider le Népal à réorganiser ses institutions financières. On a aussi pu accorder des bourses à des ressortissants de nombreux pays. Rien de cela n'aurait pu être fait sans les crédits imputés directement au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Et je ne cite ici que quelques exemples parmi bien d'autres.

De plus, s'agissant de l'administration publique nous avons pu, avec l'approbation et selon les directives de l'Assemblée, amorcer et pousser plus avant certains travaux importants inédits en ce domaine, travaux très nécessaires pour nous permettre de mener à bien notre tâche avec toute la compétence et

/...

l'intelligence requises afin de satisfaire aussi bien les Etats bénéficiaires que notre conscience professionnelle.

C'est pour ces raisons que nous nous félicitons chaque année de l'occasion qui nous est offerte de faire rapport à votre Commission et d'entendre les observations des délégations ici présentes, observations qui nous ont toujours beaucoup aidés à arrêter, dans la mesure où nous sommes libres de le faire, la forme et le fond de nos travaux.

II

Une grande partie de ce que nous avons à exposer cette année est forcément analogue à ce qui a déjà été dit ici précédemment. Le programme ne cesse de gagner en ampleur, mais cette évolution est lente et nettement insuffisante au regard des demandes urgentes qui sont faites. L'Administration de l'assistance technique ne peut répondre qu'à une faible fraction des demandes qui lui sont adressées et à une partie bien plus minime encore des demandes qui seraient présentées si les gouvernements ne se rendaient pas compte qu'avant même le début de l'année nos ressources disponibles sont déjà entièrement engagées. A cet égard, il me paraît tout à fait significatif que malgré les limitations bien connues qui s'imposent à nous, l'AAT reçoive en moyenne chaque jour de l'année plus de deux demandes nouvelles émanant de gouvernements. Il est évidemment impossible de donner suite à plus d'un nombre infime de ces nouvelles demandes parce que, tous les fonds dont dispose l'Administration de l'assistance technique étant engagés au moment où l'on arrête le programme annuel, c'est seulement grâce à des économies fortuites que nous pouvons faire droit aux demandes nouvelles que nous ne cessons de recevoir.

A ce propos, il me semble utile de signaler que, si au début du programme il était souvent nécessaire de discuter avec les gouvernements intéressés les défauts - à notre avis, du moins - d'un bon nombre des demandes qui nous étaient adressées, la plupart de celles que nous recevons aujourd'hui sont manifestement raisonnables et correspondent souvent à des besoins urgents.

/...

Les années précédentes, les Commissions de l'Assemblée se sont à bon droit préoccupées du degré d'efficacité administrative avec laquelle les programmes d'assistance technique des Nations Unies étaient exécutés. Bien entendu, ces problèmes demeurent un souci majeur pour ceux d'entre nous qui s'efforcent d'obtenir la meilleure efficacité dans l'exécution des programmes et qui sont chargés d'y veiller. L'un des critères les plus évidents de l'efficacité technique de nos travaux est la proportion des fonds consacrée à l'administration. Depuis quatre ans, j'ai pu informer chaque année l'Assemblée que la part de nos frais généraux administratifs dans notre budget total avait diminué. En 1956, nos frais généraux d'administration ne représentaient que 4,2 pour 100 de nos dépenses totales, et je crois qu'aucune institution travaillant dans un domaine analogue ne pourrait avancer un chiffre plus bas. Au surplus, cette proportion a été obtenue malgré un ensemble de circonstances défavorables : le caractère dispersé de nos opérations, le coût relativement élevé de notre recrutement, la brièveté relative des missions confiées à un grand nombre de nos experts et le fait que la majeure partie de notre administration se trouve dans une région où la vie est chère (les membres de la Commission n'ignorent pas que New-York a été classée dans la catégorie 5). Tous ces facteurs nous fourniraient, je crois, une certaine excuse si nos frais administratifs étaient plus élevés que ceux d'autres institutions.

En 1957, pour la première fois depuis 1952, nos frais administratifs ont légèrement augmenté, passant de 4,2 pour 100 à 4,7 pour 100. Cela tient surtout au fait que nos dépenses totales ont été moins élevées cette année-là par suite de la réduction de notre budget. Il ne faut pas attribuer trop d'importance à cette légère variation, car en 1958, les crédits ouverts étant un peu plus élevés au total, la proportion de nos frais d'administration a de nouveau diminué et j'espère qu'à la fin de cette année nous aurons retrouvé le chiffre de 1956.

III

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, il pourrait être intéressant pour vous de prendre connaissance de quelques chiffres qui vous feront mieux comprendre de quelle manière l'Administration de l'assistance

/...

technique a utilisé les fonds fournis par les gouvernements au titre de notre programme de l'an dernier. En 1957, 800 experts, venus de 56 pays différents, ont travaillé dans 68 pays et territoires; 782 bourses d'études pour 44 pays étrangers ont été attribuées à des candidats originaires de 77 pays.

Dans le rapport qu'il a présenté l'été dernier au Conseil économique et social, le Secrétaire général a exposé certaines tendances nouvelles qui ont marqué les programmes d'assistance technique des Nations Unies. Il a signalé, à la même occasion, que les modifications enregistrées dans l'importance relative des diverses formes d'assistance tiennent principalement à ce que la plupart des demandes des gouvernements ont porté sur les services d'experts plus que sur d'autres formes d'aide extérieure. Dans le cas des bourses, toutefois, la diminution récente est également due en partie au fait qu'il a fallu reporter à 1958 l'attribution d'un certain nombre d'entre elles par suite de la décision qu'a prise le Bureau de l'assistance technique de réduire les dépenses vers la fin de 1957 afin de conserver des ressources pour la mise en oeuvre du programme prévu pour 1958 et d'éviter ainsi toute fluctuation induite de l'ampleur des opérations d'une année à l'autre.

Il n'est pas facile d'établir une comparaison entre les projets réellement mis en oeuvre au cours de l'année et le programme tel qu'il a été approuvé à l'origine. Si l'on s'en tient aux chiffres de dépenses, la comparaison risque d'être trompeuse. Qui plus est, la situation varie sensiblement d'un pays à l'autre selon l'étendue des modifications apportées en cours d'année à la demande des gouvernements et les difficultés rencontrées pour recruter des experts. Sauf dans des cas spéciaux, les projets - du moins pour leurs éléments essentiels - ont été mis en oeuvre en 1957 conformément à ce qui avait été prévu à l'origine. Toutefois, si l'on se place à un point de vue régional, les travaux d'exécution au Moyen-Orient et en Afrique n'ont pas atteint l'ampleur escomptée. Cela est dû, d'une part, à la situation qui régnait dans la région au début de 1957 et, de l'autre, au fait que dans certains pays, le programme prévu étant beaucoup plus important que celui qui avait été approuvé l'année précédente, il n'a pas toujours été possible de mener à bien les nouvelles activités.

/...

Afin d'assurer l'exécution rapide des projets envisagés, l'Administration de l'assistance technique s'efforce maintenant d'obtenir à un stade moins avancé qu'auparavant de l'élaboration des programmes tous les renseignements nécessaires concernant les fonctions éventuelles des nouveaux experts et les titres des candidats aux bourses désignés par les gouvernements. Les gouvernements sont priés de communiquer des "définitions des fonctions à remplir" chaque fois que possible en même temps que la demande initiale.

Lorsqu'on passe en revue les principaux domaines d'activité, il faut se garder de tirer des conclusions précises quant à l'orientation du programme d'une comparaison entre les activités entreprises une année donnée et celles de l'année précédente; ce n'est qu'en étudiant les changements intervenus au cours de plusieurs années qu'on pourra discerner, sans risque de se tromper, certaines tendances générales. De plus, une analyse détaillée des programmes, pays par pays, aboutira assez souvent à des conclusions très différentes de celles que permet une comparaison d'ensemble. Il convient de rappeler à cet égard qu'étant donné la procédure d'établissement des programmes par pays, le facteur déterminant dans la répartition des crédits par domaine d'activité est la décision des gouvernements eux-mêmes. Ce sont les gouvernements qui mettent l'accent sur tel ou tel point et qui déterminent les priorités. Lorsqu'ils présentent leurs demandes touchant les différentes formes d'aide, les gouvernements tiennent naturellement compte du total des ressources dont ils disposent en fonction des besoins de leurs pays.

Sous réserve des observations qui précèdent, on peut relever, en ce qui concerne les activités entreprises par l'Administration de l'assistance technique en 1957, ainsi que le nombre des experts et des bourses, une certaine augmentation de la proportion des projets d'évaluation et de mise en valeur des ressources naturelles, des enquêtes économiques et des projets relatifs aux transports et communications.

IV

En raison de l'importance toujours plus grande qui s'attache à l'administration publique, il convient de signaler deux faits significatifs qui ont marqué l'année en cours.

Tout d'abord, sur la demande expresse du Conseil, le Secrétaire général a, cette année pour la première fois, présenté au Conseil économique et social un rapport distinct et assez détaillé sur l'assistance technique fournie en matière d'administration publique. Les membres de la Commission qui souhaiteraient étudier cette question de plus près pourront consulter le rapport du Secrétaire général qui a été publié sous la cote E/3085 en date du 7 mai 1958. Ce rapport, qui analyse les travaux entrepris dans le passé en ce domaine, contient en outre un certain nombre d'observations sur les moyens d'assurer le développement des services que nous pouvons fournir dans ce secteur de notre activité.

Second fait marquant de l'année, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à fournir aux gouvernements qui le demanderaient une assistance en ce qui concerne les postes d'exécution ou de direction, par l'entremise de ce que l'on a appelé un cadre international d'administrateurs. Comme cette question fait l'objet d'un point distinct de l'ordre du jour de la Commission, je n'en dirai pas davantage à ce stade. Il convient toutefois de noter que c'est là l'un des événements importants de l'année 1958 en matière d'assistance technique.

Il y aurait beaucoup à dire encore des progrès et des déficiences du remarquable programme à l'exécution duquel nous participons tous. Le principe qui inspire les efforts que nous déployons pour mettre à la portée des peuples du monde entier les connaissances scientifiques, techniques, sociales, économiques et administratives, découvertes ou mises au point où que ce soit dans le monde, est si nouveau, si révolutionnaire et pourtant si fondamental qu'il n'est pas surprenant que nos progrès paraissent lents. Il serait bien étonnant que nous ne soyons parfois mécontents du rythme de nos progrès et déçus de ne pouvoir faire plus et mieux. Les besoins sont tellement immenses et nos moyens si faibles que seuls les endurcis ou les indifférents peuvent ne pas s'impatienter. Dans le monde où nous vivons, le danger ce n'est pas l'impatience, mais l'apathie et l'indifférence.

/...

Et pourtant, je crois que nous sommes fondés à dire que certains progrès s'accomplissent. Je crois pour ma part, que cette pensée d'un grand historien s'avérera juste :

"Ce n'est pas pour ses crimes horribles ni pour ses étonnantes inventions que l'on se souviendra de notre époque, mais parce que, pour la première fois depuis les débuts de l'histoire, l'humanité a osé croire qu'il était possible de mettre les bienfaits de la civilisation à la portée de la race humaine tout entière."

Pour conclure, permettez-moi, Monsieur le Président, de dire au nom de tous les membres de l'Administration de l'assistance technique et de nos collègues qui sont en mission, que nous sommes fiers d'avoir, aussi peu que ce soit, contribué sous la direction du Conseil et de l'Assemblée, aux premières phases de cette courageuse tentative qui vise à faire connaître à tous les hommes les principes d'humanité et à répandre l'esprit de fraternité dans le monde entier.
